



Le rôle de financement de l'économie de l'assurance.

publié le **21/04/2014**, vu **7079 fois**, Auteur : [Elodie Plassard](#)

Importance de l'économie de l'assurance dans l'économie française.

En 2012, alors que le PIB européen moyen subit une baisse de 0,4% pour l'ensemble de la zone euro, la France voit son PIB augmenter de 0,1% par rapport à l'année précédente. Malgré les difficultés économiques globales qui touchent tant les particuliers que les entreprises, le secteur des assurances conserve une bonne santé qui contraste avec la situation européenne. Les sociétés d'assurances représentent à elles seules 41% de la dette française, soit 209 milliards d'euros. Globalement, l'ensemble des primes vie et non-vie perçues par les organismes d'assurance s'établit à 253,3 milliards d'euros. Ce résultat global cache toutefois des disparités selon les secteurs de l'assurance concernés.

En effet, on peut constater en 2012 une baisse de 7,9 milliards d'euros des primes collectées en assurance vie (- 3,4 %), ainsi qu'une progression de 4,7 milliards d'euros des primes des activités non-vie (+ 4,2 %). La hausse des primes des activités non-vie ne compense que partiellement la perte liée aux primes des assurances vie. Cette baisse des primes perçues dans le cadre des assurances vie s'explique en grande partie par la hausse des taxations imposées par l'état, qui font perdre son côté attractif à cette assurance. Toutefois, malgré cette légère contraction du chiffre d'affaires, la rentabilité globale du secteur progresse, passant de 4,8 % en 2011 à 5,3 % en 2012. Ceci s'explique notamment par une baisse du coût de l'assurance, ce qui permet d'augmenter les marges de bénéfices. Les assureurs français investissent à 42% en France et en quasi-totalité en zone euro (plus de 90% des investissements se font en zone euro) : l'ouverture des marchés à la concurrence a permis à de nombreux assureurs européens de prendre part au marché français de l'assurance, mais aussi à de nombreuses sociétés françaises d'étendre leurs activités aux pays voisins.

En ce qui concerne les placements effectués par les sociétés d'assurances, les actifs d'entreprises représentent 56 % des placements des assureurs. De ce fait, ils représentent une part croissante des placements effectués, malgré la crise : 1053 milliards d'euros sont ainsi investis par les assureurs dans les entreprises. De plus, en ce qui concerne les placements effectués auprès des particuliers, le patrimoine des ménages comporte 34% d'actifs financiers, dont 13% d'assurance vie.

Au travers de ces quelques chiffres, il est aisé de saisir l'ampleur du secteur des assurances dans l'économie française comme européenne. Le montant des placements de l'ensemble des sociétés d'assurances reste élevé malgré la crise économique et financière, la baisse des marchés boursiers et le recul de l'activité du secteur, notamment en assurance vie. Les assureurs jouent ainsi un rôle essentiel dans le financement de l'économie, car les entreprises ont besoin d'émettre des titres pour financer leur développement et l'État doit, quant à lui, financer les mesures de relance. On relève ainsi, par exemple, des investissements croissants dans les PME, ce qui correspond à l'engagement en septembre 2004 des membres de la FFSA d'accroître leurs

investissements dans les PME à fort potentiel de croissance, notamment les PME innovantes non cotées ou cotées sur un marché non réglementé. Toutefois, si les assureurs investissent de manière plus significative en faveur des entreprises innovantes et en création que le reste du marché français, la majorité de leurs investissements (56 %) concerne cependant les opérations à effet de levier, dites « LBO » (leverage buy-out), lesquelles consistent à racheter une société en faisant appel à des organismes spécialisés qui financent cette reprise par l'endettement.

Le poids des assureurs permet donc de maintenir en partie la dette du pays dans les mains d'investisseurs nationaux. Les résultats de 2013 vont en ce sens : ils montrent une nette reprise de l'activité en assurances de personnes, tandis que les prestations sont en net ralentissement, ce qui globalement donne une collecte nette à nouveau positive. Sur la même période, les assurances de biens et responsabilité enregistrent une belle progression.